

Processus d'évaluation par les pairs pour les groupes d'experts et nomination de surveillants des examens par les pairs pour deux groupes en cours

par
William Leiss, président du Comité de la SRC
sur les groupes d'experts
Janvier 2010

1. Processus d'évaluation par les pairs pour les groupes d'experts

Les groupes de l'académie nationale utilisent à cet égard un processus spécial qui est illustré par la nomination d'un surveillant des examens par les pairs. Cette personne est chargée de surveiller le processus d'évaluation par les pairs, en commençant par la nomination des membres du groupe d'évaluation par les pairs. Étant donné que les sujets des projets des groupes sont généralement plus vastes que dans le cas de la plupart des publications académiques, le nombre de pairs examinateurs est généralement plus élevé qu'à l'habitude (deux, dans le cas des ouvrages académiques). Dans le cas du projet des décisions en fin de vie, il y aura au moins trois pairs examinateurs, un pour chacun des sujets spécialisés indiqués ci-dessus, et il peut y en avoir plus de trois, si le surveillant formule une recommandation à cet effet (le surveillant n'est pas un pair évaluateur).

La principale fonction du surveillant consiste à examiner les réponses du groupe aux commentaires de l'évaluation par les pairs, puis de rédiger un rapport destiné au Comité sur les groupes d'experts (CGE) dans lequel la compétence des réponses du groupe est évaluée de façon indépendante. Bien entendu, comme dans les autres situations d'évaluation académique par les pairs, les auteurs dans ce cas (les membres du groupe) peuvent être en désaccord, parfois même fortement en désaccord, avec un ou plusieurs des commentaires de l'évaluation et des recommandations de changements au texte, mais le surveillant doit convenir que dans ce cas les réponses du groupe d'experts sont appropriées.

L'affectation générale qui est confiée aux pairs examinateurs pour les rapports de groupes d'experts de l'académie nationale est, dans l'ensemble, la même, quel que soit le sujet abordé :

1. Le groupe a-t-il satisfait aux exigences d'évaluation contenues dans le cadre de référence?
2. L'ébauche du rapport définitif du groupe cite-t-elle la plus récente littérature didactique, telle qu'elle est publiée dans des revues et des livres évalués par les pairs pour tous les sujets pertinents, et se fie-t-elle à cette littérature?
3. Les arguments mis de l'avant par le groupe, en réponse au cadre de référence, comprennent-ils la portée, l'équilibre, l'appel à la preuve et la considération des diverses perspectives requises dans leur réponse à la littérature pertinente?
4. Les arguments mis de l'avant par le groupe comprennent-ils la rigueur conceptuelle et analytique requise? Si le rapport contient des

recommandations relatives à la politique, ces recommandations sont-elles bien appuyées par des preuves et des arguments?

Le processus d'évaluation par les pairs n'est pas terminé tant que le surveillant des examens par les pairs n'a pas attesté par écrit, pour le président du CGE, que le rapport définitif du groupe a répondu à ces exigences.

2. Nomination de surveillants des examens par les pairs pour deux groupes en cours

Groupe d'experts de la SRC sur les Impacts de l'industrie canadienne des sables bitumineux sur l'environnement et la santé :

Surveillant des examens par les pairs : David Layzell, FRSC, directeur exécutif – Institute for Sustainable Energy, Environment and Economy (ISEEE) et professeur, département de biologie et Energy and Environment Systems Group, University of Calgary. Il a été membre du groupe d'experts de la SRC sur l'avenir de la biotechnologie alimentaire (2001).

Groupe d'experts de la SRC sur la Prise de décisions en fin de vie :

Surveillant des examens par les pairs : Conrad Brunk, professeur de philosophie et directeur du Centre d'études religieuses et sociales (2002-2008), à Victoria University. Il a été président du groupe d'experts de la SRC sur l'Avenir de la colonie de primates de Santé Canada (1997) et coprésident du groupe d'experts de la SRC sur la Réglementation de la biotechnologie alimentaire au (2001).